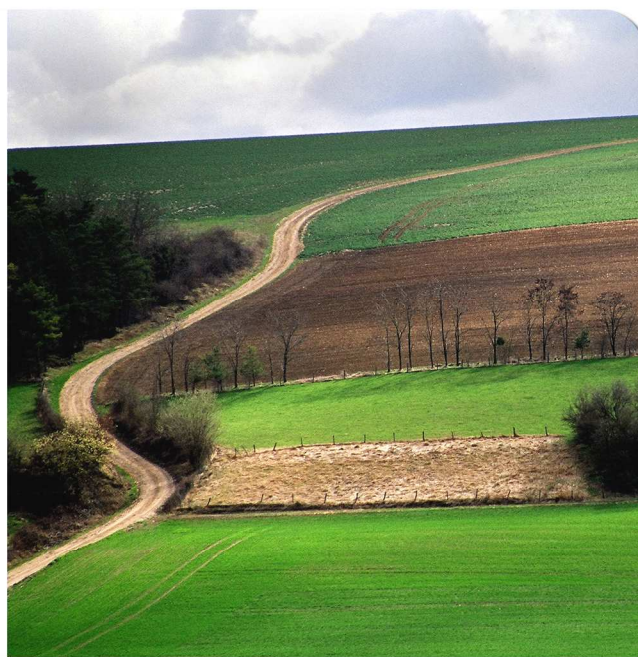


## Au-delà des crises...



### **Oeconomie et territoire, deux retours aux sources pour nous projeter dans le XXI<sup>e</sup> siècle**

Pierre Calame, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

3

### **Face à la crise actuelle, l'agriculture est source de nouvelles utilités collectives dans les territoires**

Christophe Grison, président de FARRE

7

### **Subir ou agir**

Paul Pautrel, président de l'association Nature et Paysages

10

### **Le territoire, espace de projets**

Interview de Jean-Yves Pineau, directeur du Collectif Ville Campagne

11

### **La gestion territoriale des emplois et compétences**

René Caspar, pour le Groupe de Toulouse de Sol et Civilisation

13



*Michel LEDRU, président de Sol et Civilisation*

**A** lors que l'amorce d'une reprise économique devient envisageable après les graves troubles financiers de ces derniers mois, déjà le monde tremble devant une probable crise épidémique de grippe A. Cette rentrée montre ainsi, encore une fois, qu'une crise en cache souvent une autre. Les perturbations systémiques s'enchainent et se rapprochent. Le monde est instable et ses équilibres sont de plus en plus menacés.

L'agriculture n'est pas en reste. Nous avons d'abord assisté en 2007 à une envolée des cours. Cette embellie devait être structurelle puisqu'en tendance, la population mondiale augmente et avec elle la demande alimentaire, alors même que certains rendements plafonnent et les terres ne sont pas extensibles. Moins de deux ans plus tard, la chute des prix est brutale, rapide, plongeant nombre d'observateurs dans l'expectative et nombre de filières et de producteurs dans la crise. Les émeutes de la faim sont déjà loin même si chacun sait qu'elles reviendront. Comme à chaque fois, ces crises révèlent les failles et les faiblesses d'un système : à l'évidence nous manquons d'outils de régulation mais la réponse sera sans doute complexe.

Les crises sont donc multiples, fréquentes, locales et mondiales à la fois, sectorielles et globales. Elles touchent toutes les activités, tous les territoires et nous manquons de clés pour les comprendre pleinement même si de nombreux experts les étudient et les analysent. Comment construire alors des réponses adaptées ? Nous convenons tous que le monde a besoin de nouveaux modes de gouvernance, nous convenons tous également que nous manquons d'outils pour piloter nos actions, individuelles comme collectives, comme vient de le pointer la Commission Stiglitz au sujet du Produit Intérieur Brut (PIB) et sa capacité à mesurer la performance économique et le progrès social. Nous faisons néanmoins l'hypothèse que ces crises nous appellent à innover davantage encore.

Les territoires ruraux peuvent-ils nous y aider ? Sol & Civilisation en a la conviction profonde. Depuis près de 18 ans, nos travaux et nos communications montrent en effet que d'autres voies sont possibles et que la ruralité est sans doute sous-estimée dans sa capacité d'innovation. Nos prochaines Assises, le 15 octobre prochain, n'auront d'autres objectifs que de mettre en perspective ce train de crises et de réfléchir ensemble tant la pertinence des réponses territoriales que l'intérêt de l'espace rural dans la recherche de solutions nouvelles.

Dans cette Lettre, nous vous proposons d'ores et déjà d'ouvrir le débat avec deux regards complémentaires. Pierre Calame, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, nous présente le concept d' « œconomie » qu'il vient de développer dans un ouvrage récent. Christophe Grison, nouveau président de FARRE, nous apporte ensuite son analyse d'agriculteur engagé.

Nous vous proposons également dans une seconde partie de ce numéro les contributions de Paul Pautrel, président d'une association en Mayenne qui prépare avec Sol et Civilisation une soirée d'échanges intitulée « Territoires ruraux, terres d'avenir », suivi d'une interview du Collectif Ville-Campagne avec qui nous lançons un projet au sein du Réseau Rural Français, et enfin de René Caspar, membre de notre comité d'orientation, sur la Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences en vue d'un séminaire que nous organisons à Toulouse en décembre 2009.

Dans l'attente de vous retrouver à nos Assises, je vous souhaite une bonne lecture.

## Oeconomie et territoire, deux retours aux sources pour nous projeter dans le 21<sup>e</sup> siècle

par Pierre CALAME, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme



Deux fils rouges traversent tout l'ouvrage *Essai sur l'œconomie*. Le premier, c'est la nécessité, par un retour aux sources, de remplacer le mot « économie », du fait de la signification restrictive qu'il a pris aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles et que l'on retrouve dans les manuels et l'enseignement de l'économie, par l'ancien terme, « œconomie », utilisé jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle, en reprenant son sens étymologique : l'art de gérer le foyer domestique et, par extension, la planète.

Le second fil rouge est que les acteurs pivots de notre société ont été aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles l'État et l'entreprise. Ils sont inadaptés aux réalités du 21<sup>e</sup> siècle et sont appelés à être remplacés progressivement par deux autres acteurs pivots, le territoire et les filières de production et d'échange. Je parle là aussi de revanche des territoires en montrant que ce niveau d'organisation et gestion de la société, considéré il y a quelques décennies encore comme une survivance du passé, était appelé à un grand avenir.

L'article se centre ici sur les raisons de parler à nouveau d'œconomie et sur la revanche des territoires.

Jusqu'au milieu du 18<sup>e</sup> siècle ce n'est pas le mot économie qui était utilisé pour désigner ce que l'on entend aujourd'hui par ce terme, l'organisation collective du système de production et d'échange qui lie les hommes et femmes entre eux et nous relie à la planète. C'était le mot œconomie.

Comme le dit fort bien le fameux botaniste Karl Von Linné (1707-1778) dans son livre intitulé *Principes de l'œconomie*, publié en 1752, l'œconomie, c'est « l'art de préparer des choses naturelles à notre usage, l'art de tirer parti de tous les biens de la nature ». Les « lois de l'œconomie » auxquelles il fait allusion dans son livre ne sont pas ce que nous entendons aujourd'hui sous ce terme et ce qui est enseigné sur les bancs de l'université : le fonctionnement des marchés, la substitution du capital au travail ou encore de la théorie de la monnaie. Dans un monde encore largement dominé par la production agricole, l'œconomie est l'art de tirer parti de la nature ou, comme on le disait à l'époque, l'art d'être « ménager de la nature ». Notre connaissance des lois physiques ou, comme on dirait maintenant, des écosystèmes, est le moyen pour chaque peuple de tirer parti au mieux des ressources propres à chaque contexte et à chaque pays. Plus d'un siècle plus

tôt, le Français Antoine de Montchrestien (1575-1621) avait écrit en 1615 un *Traité de l'œconomie politique*, défini comme « l'art de gérer et les hommes et les choses ». Il parle même de « mesnagerie publique » d'où va dériver aussi bien l'expression « économie ménagère » que le terme moderne de management. L'œconomie est alors l'art de penser les relations entre les choses, les relations entre les hommes.

Les sociétés de l'époque étaient directement confrontées au caractère limité des ressources de la planète ou, plus exactement, au caractère limité des ressources de la portion de territoire sur laquelle ils vivaient et dont dépendaient leur survie et leur développement. Pour tirer parti au mieux des ressources de cet écosystème limité dont ils faisaient partie, ils avaient besoin, dans un même mouvement, de connaître l'art de gérer les choses et l'art de gérer les hommes.

Pourtant, depuis plusieurs siècles déjà, la société occidentale s'était perçue comme radicalement extérieure à la nature. Dans son livre *Le nouvel âge de l'écologie*, Dominique Bourg intitule très justement un de ses chapitres : « de la nature maîtrisée à la nature méprisée ». Déjà, le philosophe René Descartes a achevé l'œuvre

d'asservissement philosophique de la nature à l'homme en affirmant qu'il n'y a « aucune différence entre les machines que font les artisans et les divers corps que seule la nature compose ». Ainsi s'élabore le programme de l'ambition humaine à la maîtrise universelle. Avec le recours croissant à des sources d'énergie, à des minerais, à des produits extraits à l'autre bout du monde, la révolution industrielle a fait, à partir du 19<sup>e</sup> siècle, voler en éclat le sentiment de la finitude des ressources naturelles. Ainsi le programme de maîtrise universelle de la nature par l'homme s'est étendu à un programme de maîtrise universelle de la planète par les sociétés occidentales. En même temps, les progrès de la chimie permettaient de rêver à une agronomie libérée des contraintes et servitudes du fonctionnement des écosystèmes, des limites mêmes des espèces végétales et animales dont l'exaltation des manipulations biologiques n'est que le dernier avatar.

L'économie moderne est contemporaine de ce projet prométhéen de l'homme occidental asservissant à son profit la nature, de l'infiniment petit des nanotechnologies à l'infiniment grand de la planète. Une nature connue, balisée, maîtrisée, mise en coupe réglée en attendant la conquête spatiale où la science fiction projette notre imaginaire. Le monde comme une gigantesque machine à satisfaire nos désirs.

L'œconomie pouvait faire place à l'économie. L'art de gérer les hommes et leurs relations se substituait intégralement à l'art de gérer les choses. On observera donc le lien profond qui unit l'émergence de l'économie moderne, dont la globalisation des marchés est le symbole, et la despatialisation de l'activité humaine. C'est la rupture du lien millénaire entre la société et son territoire, caractéristique, du moins en apparence, d'une époque où l'effondrement des coûts de transport des biens et de circulation de l'information a transformé la planète en village.

Revenir au mot œconomie, comme je l'ai fait dans mon *Essai sur l'œconomie*<sup>1</sup>, ce n'est pas revenir à un passé réinventé pour les besoins de la cause, où la présence obsédante de la

précarité, de la disette, de la maladie et de la mort ferait place à une sorte de nouvel Eden, où nos ancêtres se seraient déplacés en pleine harmonie avec la nature dans une sorte de jardin enchanté.

C'est reconnaître que le défi majeur des sociétés du 21<sup>e</sup> siècle, j'allais dire les conditions mêmes de leur survie, c'est notre capacité à nous penser en harmonie avec les autres et avec une planète, avec des écosystèmes, infiniment plus fragiles, complexes, limités et peuplés que nous n'aurions pu imaginer. Une planète où l'homme occidental ne peut plus tout drainer à son profit, où il n'y a de paix et d'avenir possible que dans un partage équitable des émissions de gaz à effet de serre comme des ressources naturelles.



Au sens étymologique, le mot œconomie est composé de deux mots grecs, *oïkos* qui désigne le foyer, la maison commune, et *nomos* qui désigne la loi. En toute rigueur de terme, l'œconomie est donc l'ensemble des règles qui régissent la bonne gestion du foyer. Or, comme l'a souligné Michaël Gorbatchev dans son discours célèbre aux Nations Unies, en 1988, notre maison commune, notre foyer, c'est maintenant la planète. On prend alors conscience de l'inadaptation radicale de nos méthodes actuelles de gestion de la maison commune.

Nous sommes actuellement, tout le monde en convient, dans la crise financière et économique la plus grave depuis la grande dépression de 1929. Nos dirigeants ont tiré les leçons de l'enchaînement de politiques contre-productives qui, à l'époque, a transformé ce qui semblait au départ l'éclatement d'une bulle spéculative en une très grave récession, ouvrant la voie aux replis protectionnistes et consolidant les fascismes pour déboucher sur la seconde guerre mondiale. Forts de ces leçons, ils se sont précipités, au frais des générations futures, pour sauver le système bancaire, restaurer la confiance et tenter, à coup de déficits publics, de relancer la machine économique.

Mais, en même temps, nous préparons la négociation de Copenhague qui fera suite aux accords de Kyoto. Nous prenons conscience de l'impact dévastateur de la croissance des gaz à

<sup>1</sup> *Essai sur l'œconomie* – Éditions Charles Léopold Mayer, 2009

effet de serre dans la haute atmosphère et des menaces que fait courir le changement climatique. Et nous voilà plongés dans la pure schizophrénie. D'un côté, il faut relancer à tout prix la machine à consommer, développer les grands travaux publics, convaincre les Chinois de consommer plus, redonner confiance aux consommateurs américains dont la folle prodigalité fut un temps transformée en vertu car elle ouvrait la voie à un grand rêve des économistes, celui d'un désir sans fin, sans faim et sans frein, locomotive de cette fameuse « nouvelle croissance » dont le mythe a bercé les dernières années du 20<sup>e</sup> siècle et les premières années du 21<sup>e</sup> siècle. Et, de l'autre, les Cassandres nous donnent une vision apocalyptique des effets de nos consommations sur le climat : les îles englouties, les régions littorales les plus peuplées du monde submergées, le dérèglement du temps, le progrès du désert, etc. Il nous faut d'un côté relancer la machine à fabriquer du désir et de l'autre l'arrêter. La voiture que l'on appelle économie a une seule pédale pour le frein et l'accélérateur ! Le meilleur moyen d'être certain de finir dans le fossé.

Pourquoi cette schizophrénie ? Pour les raisons que je viens de dire, l'existence d'une pédale unique. Elle découle de notre conception abstraite de l'économie, de notre oubli de l'œconomie. Cette pédale, c'est la monnaie. Une monnaie à une seule dimension, qui sert à mesurer avec le même étalon le travail humain, dont l'échange fonde la cohésion sociale, et la consommation d'énergies et de ressources naturelles non renouvelables par lesquelles nous dévastons notre planète nourricière. Et tout est à l'avenant. Nous taxons le travail, avec la TVA, au lieu de taxer la consommation de ressources non renouvelables avec une TRC, une taxe à la



r e s s o u r c e consommée. Et, parce que nous disposons d'un seul étalon de valeur, d'une seule unité de compte, pour mesurer à la fois ce qu'il faudrait consommer avec prodigalité et ce qu'il faudrait ménager avec parcimonie, notre science si sûre d'elle-même, enseignée de par le monde comme l'art du management est fondée sur une conception et des outils, la monnaie, dont n'importe quel enfant verrait l'inadaptation radicale.

Notre univers où tout se mesure donne paradoxalement naissance à un océan d'ignorance : nous n'avons aucune idée de la composition de ce que nous consommons quotidiennement en travail humain local, en travail humain lointain, en énergie, en ressources non renouvelables, en intelligence incorporée.

Cette réflexion sur l'ignorance m'amène à mon second point : la place des territoires. Je parle dans mon livre de revanche des territoires. Je dis que le territoire, brique de base de l'œconomie et de la gouvernance, sera l'acteur pivot du 21<sup>e</sup> siècle. Les sociétés anciennes étaient scotchées à leur territoire local. Ce n'est pas que les échanges internationaux aient été absents. On apprend par l'archéologie que les hommes du néolithique connaissaient déjà le grand commerce international comme l'atteste la dispersion de lames bifaces en silex ou de poteries sur des ères géographiques considérables. Mais cet échange au long cours ne pouvait porter que sur des biens rares, en raison de la lenteur et du coût des transports. Le territoire était, à tous les sens du terme, le fondement de l'enracinement. Enracinement culturel, historique, politique, œconomique.

Du 16<sup>e</sup> siècle au début du 20<sup>e</sup> siècle nous avons assisté à un vaste processus de transformation des « territoires » en « espaces ». Cette transformation, la révolution française l'a incarnée et théorisée au plan politique. On remplace les communautés anciennes, avec leurs adhésions, leurs coutumes et leurs particularités, par des individus citoyens et on remplace l'allégeance à des territoires singuliers par l'appartenance à la nation une et indivisible. C'est ce qu'implique l'idée du passage du territoire à l'espace et de la communauté au citoyen : on veut une société sans grumeau. Ce bouleversement dans le champ politique a son équivalence dans le champ économique : aux citoyens de ces « sociétés sans grumeau » correspondent des « consommateurs » et des « producteurs » sur un marché de la consommation et un marché du travail unifiés.

Mais, en vérité, dès la fin du 20<sup>e</sup> siècle, le balancier est reparti en sens inverse. Au plan politique, il est amusant de noter que c'est en France la gauche, héritière des révolutionnaires jacobins face aux girondins modérés, qui a fait les premières lois de décentralisation. Pendant très longtemps, pour la gauche, les sociétés locales, à l'image des étalons de mesure locaux supprimés à la Révolution au profit d'un mètre

uniforme, ne pouvaient être que l'héritage d'un monde de notables, appelé à être balayé dans un vaste mouvement de centralisation, de progrès, d'unification. C'est tardivement, dans les années soixante-dix du 20<sup>e</sup> siècle, que les communautés de vie et de destin regroupées sur un territoire, souvent à la fois une ère urbaine et la campagne environnante, de plus en plus interpénétrées, se sont imposées comme médiation nécessaire entre les individus et le monde.

Au 21<sup>e</sup> siècle, les raisons de la revanche du territoire sont bien plus profondes encore. Il est frappant de constater que le développement économique et social s'organise essentiellement à l'échelle des territoires. Cela tient à la nature de l'économie moderne, qui mobilise différentes catégories de capitaux, en particulier le capital humain et le capital immatériel dans une économie de la connaissance. L'économie mondialisée s'organise autour de dynamiques urbaines et régionales plus encore qu'en entités nationales. L'économie de la connaissance bénéficie, dans les grandes villes, d'effets d'échelles et de système, par exemple la présence dans un même lieu d'un marché diversifié des emplois qualifiés et d'une vaste gamme de services aux entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur spécialisés, de centres de recherche. Car

l'économie réelle repose, bien plus qu'on ne le croit, sur la confiance. Le territoire est un des îlots de confiance, un des espaces privilégiés d'interaction et de solidarité.

A ce rôle central des territoires dans l'économie moderne, s'en ajoutent trois autres. Tout d'abord, au plan de l'insertion et des activités humaines dans la biosphère, le territoire s'impose comme le bon niveau de gestion. Il est, ensuite, au cœur de la gestion sociale. La cohésion sociale repose sur des démarches territorialisées de coopération entre acteurs bien plus que sur des dispositifs verticaux et sectorisés de solidarité nationale. Il est, enfin, décisif pour la consommation d'énergie, largement déterminée par l'organisation du territoire.

Malheureusement, comme je le faisais observer à propos de l'économie moderne, nous ne savons rien de la réalité des métabolismes territoriaux et cette ignorance vaut autant pour les territoires urbains que ruraux. Et ceci pour une raison évidente, déjà soulignée à propos de l'économie : nous croyions n'avoir plus besoin de cette connaissance puisque nous allions puiser des ressources dans le monde entier et rejetions joyeusement nos déchets dans les écosystèmes.

Il est temps de s'éveiller.

### Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

La fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (anciennement Fondation pour le Progrès de l'Homme, d'où son sigle fph) est une fondation indépendante de droit suisse. Elle a été créée en 1982 par l'exécutrice testamentaire de Charles Léopold Mayer, Madeleine Calame, à partir du patrimoine légué par celui-ci. Son but statutaire est très large : financer, par l'action de dons ou de prêts, des recherches et actions qui concourent, de manière significative et innovante, aux progrès des hommes par la science et le développement social.

La fondation se définit elle-même comme une aventure humaine conduite dans la longue durée avec des partenaires publics et privés des différents continents.

Ses priorités actuelles et sa stratégie sont :

- l'appui à l'émergence d'une communauté mondiale, rendue indispensable par la mondialisation,
- la contribution à trois grandes mutations que l'humanité devra conduire au cours du 21<sup>e</sup> siècle :
  - la révolution de la gouvernance pour gérer les interdépendances d'ampleur nouvelle entre les êtres humains, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère ;
  - la recherche d'une éthique universelle de la responsabilité ;
  - la contribution d'une société durable.

Site web : [www.fhp.ch](http://www.fhp.ch)

## Face à la crise actuelle, l'agriculture est source de nouvelles utilités collectives dans les territoires

par Christophe GRISON, président de FARRE



Lorsqu'on s'interroge sur les effets de la crise actuelle, lorsqu'on parcourt aussi les multiples articles qui tentent d'en analyser les causes et les conséquences ou d'échafauder des scénarios, on est frappé par deux choses :

- Tout d'abord un sentiment de finitude, de fin d'une époque, d'une page qui se tourne avec une réelle difficulté à écrire la suite du scénario,
- Ensuite le caractère global, systémique de cette crise car que ce soient les gouvernements ou les simples observateurs que nous sommes, nous avons tous été surpris par la fulgurance avec laquelle s'est propagée cette crise à l'ensemble de la planète.



Photo ©FARRE

Au sein du secteur agricole, nous ressentons peut-être plus fortement que dans d'autres secteurs économiques, ces deux éléments qui traversent notre économie. D'une part, parce qu'avec l'instabilité des cours des matières premières, avec une demande alimentaire croissante, et avec une pression de plus en plus forte de l'opinion publique sur nos pratiques, il y a longtemps que nous constatons que le modèle du « produire plus » est en bout de course et que nous devons remettre en cause nos modes de production pour offrir de nouvelles solutions aux agriculteurs et donc à la société.

D'autre part, parce que le fonctionnement même de l'agriculture, sa dépendance à la nature, au sol, au territoire, nous prédispose à mieux comprendre les interactions qu'il existe entre

alimentation, énergie et finance, et donc le lien qu'il y a entre la crise financière actuelle et la crise écologique.

Partant de là, il y a deux manières de voir les choses : soit on hurle avec les loups en prenant le parti de ceux qui préconisent un retour et prônent la décroissance ; soit on relève la tête et on considère que les bouleversements que nous vivons peuvent nous permettre d'accélérer la nécessaire mutation où nous devons :

- Continuer à produire des denrées alimentaires en quantité et en qualité
- Limiter voire résorber les atteintes que certains systèmes de production agricole font subir à l'environnement
- Et contribuer à ralentir l'élévation du CO<sub>2</sub> atmosphérique.

En résumé comment pouvons-nous mobiliser l'ensemble des acteurs pour que nous passions d'une vision « agriculture problème » à une agriculture « porteuse de solutions » ?

Regardons la réalité en face ! La période qui s'ouvre pour l'agriculture est certes porteuse de fortes incertitudes, mais elle recèle aussi de formidables opportunités. Ainsi la question de l'alimentation qui revient au cœur des politiques économiques, la pression de plus en plus forte sur l'eau, l'air, le sol, tous ces éléments constituent, pour nous agriculteurs, une chance que nous devons saisir. Une chance d'être à l'origine de nouvelles solutions, de nouvelles utilités collectives pour d'abord nourrir le monde car le défi est colossal. Nourrir 9 milliards d'individus dans un contexte de réchauffement climatique d'ici un quart de siècle est un véritable enjeu de civilisation et en tant qu'agriculteurs européens nous avons une véritable mission à assumer sur ce point.

Il nous faut ensuite innover dans nos pratiques mais aussi dans la manière de conduire les politiques agricoles. Il faut proposer aux agriculteurs des solutions pour qu'ils utilisent l'environnement comme une véritable opportunité pour créer une nouvelle valeur

ajoutée dans leur exploitation. Pour contribuer, par exemple, à faire rouler des voitures, à piéger du carbone, à approvisionner des usines ou entretenir des paysages et valoriser des territoires.

Reconnaissons-le, un grand nombre d'innovations ont été laissées de côté parce qu'elles n'étaient pas adaptées au contexte. Mais maintenant la donne change : comme le dit le directeur de l'ESA, Bruno Parmentier, « nous devons produire deux fois plus avec quatre fois moins : moins de terre, moins d'eau, moins d'énergie, moins de chimie ». L'ensemble de nos méthodes, de nos pratiques doivent donc être réexaminées au regard de ce nouveau contexte : des solutions biologiques sont à creuser car nous n'avons sûrement qu'effleuré la lutte biologique. Travaillons



Photo ©FARRE

aussi sur la biodiversité et la diversité tout court car nous avons parfois simplifié à outrance. Repensons la rotation et la diversité de nos assolements. De même, ne regardons pas les couverts végétaux comme une contrainte mais bien comme une culture de fertilisation, chaque fois que cela est possible.

Toutes ces solutions doivent être testées et combinées entre elles pour permettre aux agriculteurs de s'adapter et de les utiliser toujours en fonction du contexte économique ou naturel. En effet, nous avons une agriculture très diverse, des climats et des sols très différents d'une région à l'autre. Un type de méthode applicable ici ne le sera pas dans la région voisine. L'esprit du Grenelle fixe un cap et nous demande de nous orienter vers des pratiques plus durables. Nous l'entendons, pour autant, on ne peut imposer des méthodes uniques partout. D'autant que le contexte économique est de plus en plus incertain et difficile, toutes productions confondues.

Or il faut être conscient qu'on ne peut demander à notre agriculture d'être aussi compétitive que ses concurrentes et en même temps assurer de meilleures performances environnementales. Cela peut parfois se faire sans coût supplémentaire. Si ce n'est pas le cas, il faut alors trouver une cohérence entre exigence et concurrence.

Voilà en tout cas l'état d'esprit qui anime le réseau Farre : produire plus parce que l'Europe a une responsabilité particulière pour assurer la sécurité alimentaire, mais surtout « produire mieux » en apportant à l'opinion publique la preuve que cette productivité ne se fera pas au détriment de la qualité ni au détriment de l'exigence environnementale. Et la crise ne change rien à l'affaire car ceux qui pensent qu'avec la crise, nous allons pouvoir baisser la garde sur le plan environnemental se trompent lourdement.

Au contraire, échaudée par le laxisme des pratiques du système financier, l'opinion publique va, de notre point de vue, être de plus en plus exigeante sur un plan éthique et privilégier des pratiques responsables.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que la démarche de certification, qu'elle s'appelle

agriculture raisonnée aujourd'hui ou à Haute Valeur Environnementale demain, est appelée à se généraliser dans un avenir proche.

Dans le contexte de crise financière, environnementale et économique actuelle, le gouvernement ne doit pas se limiter à colmater des brèches, mais doit montrer un chemin qui balise l'avenir pour lutter contre le sentiment de peur qui monte dans l'opinion.

Voilà pourquoi nous pensons que le débat qui se focalise sur la taxe carbone est réducteur car il ne présente l'enjeu environnemental que sous son aspect contraignant, alors que par exemple l'agriculture peut jouer un rôle énorme dans le stockage du carbone, rien n'est dit sur cette question. Certes nous savons que le principe de la taxe est incontournable pour indiquer à l'opinion que les comportements doivent changer, mais il faut aussi dans un secteur comme l'agriculture que toutes les aménités environnementales soient bien prises en compte et reconnues comme telles.

Le deuxième élément de réponse à la crise que nous traversons se situe bien sûr, pour nous, à l'échelle des territoires.

D'abord parce que l'activité agricole permet d'asseoir l'attractivité des espaces ruraux, d'y maintenir et d'y créer de l'emploi mais surtout parce que dans un contexte de mondialisation exacerbée, l'ancrage territorial, à la terre, rassure et est porteur de sens pour le citoyen et



le consommateur et l'attrait pour les produits de qualité ne cesse de le démontrer.

Quand on réfléchit en effet sur cette crise, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle marque un tournant dans la mondialisation, laquelle ne parvient plus à jouer son rôle d'amortisseur de chocs mais se révèle au contraire comme un propagateur de crises (comment un segment aussi minuscule des marchés financiers, les subprimes, ont-ils pu provoquer une onde de choc de l'ampleur de la crise de 1929 ?).

Dans son dernier ouvrage *La prospérité du vice*, l'économiste Daniel Cohen nous propose une analyse intéressante en parlant de « fabrication d'une civilisation unique, planétaire, avec les mêmes normes de consommation, de production avec pour conséquence le risque de plus en plus grand qu'une crise à un endroit donné se propage d'autant plus vite que près de 6 milliards d'individus sont soumis aux mêmes sources d'information et n'ayant plus de diversité d'opinions réagissent de la même façon ».

Grâce à la diversité de nos territoires, de nos paysages, de nos cultures, de nos productions, de nos produits, n'avons-nous pas, en agriculture, les atouts pour proposer un modèle plus diversifié, plus riche, qu'un monde aseptisé ou normalisé ?

A Farre, depuis 15 ans que notre réseau d'agriculteurs se mobilise pour expliquer à l'opinion publique les mutations du secteur agricole, nous savons que la diversité est source de richesses et que chaque exploitation agricole constitue sur son territoire, une vraie ressource et non une menace.



Photo ©FARRE

Avec la montée en puissance du développement durable, nous sommes d'ailleurs persuadés que la fonction de l'agriculteur va fondamentalement s'élargir et dépasser le seuil de son exploitation pour exercer de nouvelles missions en lien avec son territoire. Loin de s'uniformiser, notre métier va donc s'enrichir de nouvelles compétences et il faut nous en féliciter.

Enfin la réponse aux problèmes environnementaux que nous connaissons se trouve aussi à l'échelle du territoire, car continuer à produire plus et mieux ne signifie pas la fin de l'intensification à condition qu'on puisse faire cohabiter des systèmes de « culture » et « d'élevage » dont la complémentarité « environnementale » a été démontrée depuis plusieurs siècles.

Voilà quelques-unes des idées que nous défendons dans le projet stratégique « Farre 2015 » qui vient d'être adopté par notre Assemblée Générale et qui n'a d'autre ambition que de nourrir la réflexion et le dialogue indispensable entre l'agriculture et la société.

## FARRE



Farre, le Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement, est une association créée en 1993 et agréée Association de protection de l'environnement.

Le réseau Farre compte 1 000 membres issus d'horizons divers : organismes du monde agricole et agroalimentaire, environnemental, de la santé humaine et animale, entreprises de l'amont et de l'aval de l'agriculture et bien sûr des agriculteurs.

L'objectif du réseau Farre est de faire connaître et promouvoir l'agriculture raisonnée. Il est un lieu d'information, de promotion, d'échanges et de progrès concernant le développement durable en agriculture.

Site web : [www.farre.org](http://www.farre.org)

## Subir ou agir

par Paul PAUTREL, président de l'association Nature et Paysages



*Paul Pautrel est président de l'association Nature et Paysages. L'association est fondée en 1998 à l'initiative de responsables agricoles et ruraux et a pour objet de favoriser l'échange entre les différents acteurs du territoire sur des questions liées à l'environnement et au développement durable des territoires ruraux. Paul Pautrel est par ailleurs membre de la Chambre d'Agriculture de la Mayenne.*

**N**otre société occidentale connaît une véritable mutation, un retournement de comportement. D'essentiellement rurale, elle est devenue progressivement citadine de part les évolutions technologiques et les lois de l'économie. Innombrables sont les ruraux qui ont émigré en ville, à la recherche de travail ou d'une amélioration des conditions de vie. Partir étant parfois considéré comme une promotion. La continuité de ce processus de recherche de qualité de vie, en dehors de toutes considérations professionnelles, provoque aujourd'hui un mouvement inverse : un retour vers la ruralité. Ce sont toujours les mêmes moteurs qui agissent sur les flux migratoires : ceux de la recherche d'une meilleure qualité de vie.

La population agricole a diminué, également la population péri-agricole : artisanat, petit commerce et salariat, mais les conditions de vie se sont améliorées. De l'immobilier bâti rendu disponible a progressivement intéressé des citadins, comme résidence secondaire ou principale, et nombre d'entre eux ont retrouvé le chemin de la ruralité à la recherche d'une vie plus sereine.

Par le passé, le fossé culturel était réel entre le rural et le citadin. Je ne m'arrêterai pas aux incompréhensions mutuelles, cela portait peu à conséquences, chacun étant chez soi et organisant sa vie selon son milieu.

Ces nouveaux venus ont souvent été accueillis avec suspicion. Certes, ils freinaient le dépeuplement rural et contribuaient au maintien de certains services publics, mais la cohabitation n'a pas toujours été aisée. Les impératifs de modernisation de l'agriculture pour les uns, se

confrontant au mythe d'une nature idyllique pour d'autres. Les motivations du "vivre à la campagne" sont différentes.

Le problème est relationnel. Depuis quelques décennies nous ne pouvons pas dire que nous avons particulièrement brillé dans ce domaine, malgré des efforts considérables. Nous sommes beaucoup trop restés sur la défensive, et comme toujours dans ces cas-là, nous avons subi. Un relationnel positif se met en place : les opérations "ferme en ville", certaines actions culturelles ou "grand public" ont montré la voie, mais il faut être bien plus terre à terre, dans nos cantons, nos communes et même dans les quartiers. Quand on est à ce niveau, ce ne sont plus les démonstrations ou les explications qui comptent, mais tout simplement le "vivre ensemble". Puisque ce sont les ruraux qui sont les "demandeurs d'une cohabitation sereine", c'est à eux qu'il revient de faire les premiers pas. Ne plus être sur la défensive, mais tout simplement convivial, accueillir les



arrivants comme des voisins qui sont les bienvenus et dont on souhaite se faire des amis.

Demain, le dynamisme de nos régions rurales sera le baromètre de la solidarité entre les autochtones et les néoruraux. Nous avons mutuellement beaucoup à découvrir les uns des autres, alors profitons du facteur « hétérosis » consécutif au croisement de nos cultures pour construire une ruralité épanouissante.

## Le territoire, espace de projets

Interview de Jean-Yves PINEAU, directeur du Collectif Ville-Campagne  
par Truong-Giang PHAM, Sol et Civilisation



Le Collectif Ville Campagne est né en 1997 de la volonté de 17 structures (établissements publics, associations, université, médias, collectivités territoriales) impliquées auprès des porteurs de projets afin de créer un lieu de réflexion et d'actions autour des migrations ville-campagne. Aujourd'hui élargi à 22 membres, le collectif est devenu un acteur majeur dans l'accompagnement des porteurs de projets mais aussi de la réflexion sur le territoire comme espace de projets et sur la construction des politiques d'accueil. Réceptacle des vibrations économiques et humaines des territoires ruraux, nous avons souhaité lui offrir un espace d'expression pour éclairer le sujet des prochaines Assises de Sol et Civilisation.

### Quelle lecture faites-vous de la crise que nous traversons actuellement ?

A partir d'observations et de conseils que nous avons menés auprès des porteurs de projets à l'installation en milieu rural, il me semble que la crise que nous traversons actuellement n'est pas une crise purement économique mais une crise de société. Il s'agit d'une crise de société car elle pose la question des fondements même de notre système de valeur et d'analyse. En effet, en attribuant une valeur à la rareté, nous avons parfois oublié l'utilité des choses les plus basiques mais essentielles, comme l'eau, l'environnement, quitte à nourrir l'inutilité et le gaspillage.

Nombreux sont les porteurs de projets à l'installation en milieu rural qui cherchent au contraire à donner un supplément d'âme à leurs projets en y joignant la dimension sociale ou environnementale, voire même les deux. Nous voyons se développer de plus en plus de projets à forte teneur économique tout en préservant l'environnement. Et c'est là une des tendances lourdes que nous pouvons observer, ce n'est d'ailleurs pas la seule qui mérite d'être relevée.

### Quelles sont les autres tendances observables ?

Il y a aussi la tendance à une « rurbanisation » de la campagne. Les observateurs avisés ont bien souligné l'importance de faire la différence entre les installations en campagne à proximité des grandes agglomérations, et les installations avec projets en campagne ce qui est totalement différent. En effet, dans le premier cas, nous

suivons la tendance mondiale qui est une extension massive des métropoles (mégapolisation) cannibalisant leurs campagnes proches. Comme l'a souligné un rapport de la Banque Mondiale, cette tendance est majoritaire puisque pour la première fois de l'humanité en 2007 la population urbaine est plus nombreuse que la population rurale. Ce développement tentaculaire n'est pas sans conséquences pour l'économie, l'environnement et l'Homme, puisqu'il entraîne dans son sillage plus de déplacements, d'infrastructures de communication, d'artificialisation de l'espace agricole et l'utilisation d'énergies fossiles.

Cette orientation assure certes une croissance économique, mais est-elle raisonnablement « durable » et conduit-elle au « bien-être » ou au « bonheur » comme cherche à le montrer la Commission Stiglitz installée par le Président et qui a rendu son rapport récemment ?

La deuxième tendance, qui est le bruit de fond à écouter sérieusement, concerne les installations en milieu rural avec des projets économiques. Bien qu'étant un bruit de fond, elle n'en est pas moins observable dans de nombreux pays comme les USA, le Canada, la France, l'Angleterre, le Japon et aussi dans certains pays d'Afrique. Il est vrai qu'en France, le mouvement est particulièrement remarquable du fait, d'une part de son histoire très marquée par une sensibilité territoriale mais également par une volonté politique affichée d'accompagner ces porteurs de projets et d'inscrire ces mouvements démographiques dans une vision de réaménagement du territoire.

### Comment expliquez-vous la motivation de ces hommes et femmes qui s'installent avec ce projet en milieu rural parfois isolé ?

Une observation fine menée auprès des porteurs de projets sur la base d'entretiens ouverts montre qu'une partie de la population cherche à maîtriser sa vie et sa trajectoire économique, tout en y insufflant un sens nouveau pour plus de liens sociaux, moins de pollution, plus de civisme, etc. Dans cette vision du monde, les personnes affirment souvent vouloir devenir leur propre chef fondant ainsi leur propre entreprise. Contrairement à la première frange de la population qui partage sa journée entre le travail à la ville et la vie à la campagne, on voit ici l'affirmation d'une volonté de réagréger ces différents temps dans un même périmètre : la campagne. Par ailleurs, la venue du premier enfant est souvent l'élément déclencheur du projet d'aller vivre en campagne.

### Comment la crise impacte-t-elle les projets des personnes désirant s'installer en milieu rural ?

La crise actuelle restreint les achats des ménages à des produits et services considérés comme essentiels, or les porteurs de projets sont souvent orientés soit sur des marchés de niche, soit sur des besoins et des consommations d'ordre éthique et/ou environnemental. En cela, la crise réduit les opportunités et nous oblige à beaucoup plus de précisions et de sérieux dans les conseils que chacun d'entre nous prodiguons aux porteurs du projet. Je pense à l'ensemble des personnes et structures intervenant dans l'accompagnement des personnes (juristes, comptables, associations, élus, etc.).

Cependant la crise n'a pas annihilé les projets, elle semble au contraire favoriser les innovations, elle encourage l'audace et l'imagination. C'est ainsi que le sous-titre de vos Assises est intéressant car il me semble aussi que cette crise est en train de favoriser voire de booster l'émergence de réponses adaptées et spécifiques aux territoires ruraux.

Les innovations organisationnelles que cela entraîne mais également les innovations dans la nature même des projets peuvent faire partie d'un ensemble de réponses à la crise dignes d'être sérieusement soutenues par les pouvoirs publics.



L'équipe de Ville Campagne  
[www.installation-campagne.fr](http://www.installation-campagne.fr)

### Qu'entendez-vous précisément par projets innovants et innovations organisationnelles ?

La réactivité des porteurs de projets est parfois exceptionnelle, la crise de sens bien avant la crise financière a déjà conduit à de très nombreuses innovations.

Nous pouvons ainsi répertorier trois types d'innovations :

- D'abord l'innovation dans l'objet de production. Le produit ou le service proposé a considérablement changé de nature depuis quelques années. Il ne s'agit plus seulement d'ouvrir un commerce en milieu rural, il s'agit de répondre à des nouvelles préoccupations plus protectrices de l'environnement notamment en proposant des services d'installation de systèmes d'économie en énergie, des services d'écoconstruction, des produits comme le chanvre, le lin, le bois énergie. En maraîchage, on cherche à produire du safran, des fruits rouges et petit à petit des productions abandonnées sont reprises. Des nouveaux services se mettent en place pour améliorer l'attractivité en milieu rural, des services de maintien à domicile, le portage des repas, les soins à la personne, les services à la petite enfance. Ainsi l'objet produit est en train de changer.
- Dans un second temps, l'innovation est dans la manière de produire et de s'organiser car les projets nécessitent une nouvelle gouvernance, de nouveaux capitaux et une nouvelle redistribution des dividendes. Nous voyons se développer les SCIC, les régies rurales de services, les projets de développement économique participatif, etc.
- Enfin, dans un troisième temps, l'innovation est aussi dans le sens, dans l'esprit même du projet : le « pourquoi » produire. En effet, pour certains porteurs de projets on ne produit plus un bien ou un service pour répondre à un besoin et combler un manque économique, on produit pour également donner un sens à sa vie, à son existence.

L'idée de notre collectif est ainsi d'accompagner le porteur de projet dans son installation en milieu rural et par cette action d'être à même de promouvoir l'émergence de nouvelles formes de vie en commun plus respectueuses de l'environnement et de l'être humain. Ces enjeux de société sont la base même des politiques d'accueil et d'attractivité que nous nous efforçons de promouvoir et de co-construire avec les pouvoirs publics.

## La GTEC, gestion territoriale des emplois et compétences

par René CASPAR, pour le Groupe de Toulouse de Sol & Civilisation



*L'un des groupes de travail de Sol et Civilisation (dit Groupe de Toulouse) s'interroge depuis plusieurs années sur les conditions du développement économique en milieu rural. Il s'est intéressé récemment à la question des ressources humaines et s'interroge sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences comme outil du développement local. Cette démarche était jusqu'alors essentiellement pratiquée dans les grandes entreprises, les collectivités territoriales, les groupements d'employeurs, les coopératives, l'idée est ici de voir en quoi elle pourrait animer des démarches davantage collectives. De nombreuses initiatives sont actuellement en cours. Sol et Civilisation a pour projet à terme d'illustrer ces réalisations en les intégrant dans une plateforme nationale des innovations de la GTEC dans le cadre du Réseau Rural Français. Cet article pose les premières réflexions du groupe.*

**D**epuis de nombreuses années, des projets de développement ont été conduits dans les territoires ruraux. Généralement initiés par un diagnostic de territoire et reposant sur un effort d'intégration territoriale des initiatives locales, ces projets souffrent toutefois d'une difficulté récurrente à prendre en compte la question des ressources humaines en milieu rural. Ces projets se mettent en œuvre le plus souvent dans des zones caractérisées par un fort exode des populations, ce qui immanquablement souligne les « vides » en terme de compétences. Ainsi, plus largement, les manques de compétences sur le territoire se rajoutent au besoin de s'adapter au contexte économique, de rajeunir sa population et d'élargir le champ des activités du territoire. Par ailleurs, il convient dans le monde rural comme ailleurs, d'élever le niveau global de la ressource humaine tant par souci de promotion humaine que par intérêt économique. De plus, dès lors qu'un territoire se livre de façon approfondie à un exercice de prospective, le volet des ressources humaines devient essentiel voire déterminant dans la mise en œuvre d'un horizon commun partagé.

L'espace de référence pris en compte n'est plus l'entreprise et l'emploi mais le territoire et ses activités, ce qui implique d'élargir les analyses par la prise en compte d'une approche stratégique, globale, multiacteurs, et de traiter au-delà de l'emploi, des questions comme les compétences, les parcours professionnels, les

aspirations personnelles, le logement, les services, l'accueil en général des actifs et leurs familles.

Il convient en définitive de mettre en œuvre deux stratégies complémentaires :

- D'une part, il s'agit de valoriser les compétences sur place et travailler sur les actifs potentiels (jeunes, demandeurs d'emploi, salariés précaires, etc.) grâce aux politiques d'emploi et de formation ainsi qu'aux dispositifs d'accompagnement des parcours professionnels.
- D'autre part, il s'agit d'accueillir de nouvelles populations et de nouveaux actifs en renforçant l'attractivité des territoires mais aussi en améliorant les conditions d'emploi et les conditions de vie des actifs et de leurs familles (emploi du conjoint, service à l'enfance, etc.).

Pour conduire de façon coordonnée ces deux axes stratégiques, il semble nécessaire de développer une gouvernance territoriale permettant :

- D'anticiper pour prévoir les compétences dont le territoire aura besoin et les leviers d'actions à mettre en place pour les développer ;
- De construire un partenariat associant la capacité des différents intervenants (entreprises, organismes de formation,

services de l'emploi, responsables des services à la population, etc.) à interpréter le projet sous forme d'actions.

- De prendre en compte de l'environnement socio-économique des entreprises, mais aussi de la population et des actifs et de le rendre cohérent avec leurs besoins (logements, transports, services, etc.).

Ceci positionne le territoire sur son domaine de pertinence où il est le seul interlocuteur possible

puisque les thématiques fortes d'une telle démarche impliquent un projet commun, un décloisonnement, un traitement transversal et intersectoriel des problèmes tels l'analyse et l'anticipation des besoins en compétences, la mise en place de programmes de formation, la réflexion sur les parcours professionnels et l'offre d'évolution des postes sur le territoire, le traitement de l'emploi des conjoints, le logement des familles, l'accueil des enfants, etc.

## Une nouvelle opportunité de formation avec Sol & Civilisation

*Sol et Civilisation s'associe avec l'unité de formation et de recherche « UFR gestion du vivant et stratégies patrimoniales » de l'AgroParisTech et lance cet automne, dans le cadre de leur formation continue, deux modules d'un et deux jours, respectivement le 5 novembre, et les 8 et 9 décembre 2009.*

La dégradation accélérée des qualités du vivant dans nos territoires devient extrêmement déstabilisatrice pour un nombre croissant d'institutions, d'organisations et de responsables obligés désormais d'agir ou de réagir pour répondre aux multiples défis « environnementaux » ou de « développement durable » auxquels ils sont de près ou de loin associés. Mais dans l'action, des questions demeurent : Quels sont les véritables enjeux ? Comment prendre la bonne décision ? Est-il encore possible de la prendre seul ? Comment alors associer les différentes parties prenantes ? Comment retrouver des marges de manœuvres positives ? Bref face à une telle complexité, comment agir sereinement sans subir ?

Suite à ses multiples travaux et collaborations, Sol et Civilisation a pu constater que face aux problèmes complexes liés à la gestion du vivant, quatre grandes raisons pouvaient expliquer la déstabilisation des acteurs :

- Les acteurs ont souvent des difficultés pour appréhender la complexité de la situation vécue, se focalisent sur quelques symptômes et n'arrivent pas à traiter les problèmes de fond,
- La décision est souvent jugée insatisfaisante par les acteurs eux-mêmes : soit qu'elle entraîne des effets pervers, soit qu'elle ne réponde pas à l'ensemble du problème,
- Peu de décideurs ont par ailleurs connaissance de démarches réellement innovantes. Leur horizon d'action leur semble de fait bouché,
- Enfin, peu de responsables connaissent les méthodes et outils permettant de définir des stratégies de changement pertinentes en univers complexe.

Ces séminaires de formation ont pour objectif de donner aux responsables ainsi confrontés à des problèmes complexes liés au vivant, des clefs pour mieux les appréhender, pour mieux les anticiper et *in fine* mieux agir.

Programme détaillé et bulletin d'inscription disponible sur le site de la formation continue de l'AgroParisTech : [www.agroparistech.fr](http://www.agroparistech.fr)

## Séminaires à venir

### Quelle gouvernance pour nos territoires ?

Sol et Civilisation - Groupe Chartreuse vous invite à une soirée colloque  
à la Maison des Arts à St Laurent du Pont (38380)

EN PRÉPARATION

Sont invités à intervenir :

- André VALLINI, Député de l'Isère, Président du Conseil Général de l'Isère et membre du Comité Balladur
- Cécile BLATRIX, Professeur en sciences politiques à l'Agroparistech (Grignon). Elle a publié en 2007 *Développement Durable et démocratie participative – La dynamique performative locale*.
- Jean-Paul CLARET, Maire d'Entremont le Vieux (73670) et Conseiller Général du Canton des Échelles (Savoie)
- Cécile GALLIEN, Maire de Vorey en Haute-Loire et Directrice d'une intercommunalité
- Michel LEDRU, Président national de Sol et Civilisation et Maire en milieu rural

L'animation des échanges sera assurée par Claude Beaufort, ancien journaliste, consultant en communication.

### Territoires ruraux, terres d'avenir ?

Soirée d'échange et de débat  
en collaboration avec FARRE Mayenne et l'association Nature et Paysages  
le **jeudi 26 novembre 2009** à Mayenne (53) - ENTRÉE LIBRE

Sont invités à intervenir :

- Yvon LE CARO, enseignant-chercheur en Géographie et Aménagement des espaces ruraux à l'Université de Rennes 2, sur le thème *Agriculteurs, agricultrices, agricultures : quelques pistes pour coconstruire activement l'avenir rural de son territoire*.
- Georges PLESSIS, Vice-président du Conseil économique et social de la région Pays de la Loire
- Louis MICHEL, Chambre d'Agriculture Mayenne, Commission Territoire
- Jean-Pierre BERNARD-HERVÉ, Président du Pays de Haute Mayenne
- Emmanuel BLOIS, journaliste au Courrier de la Mayenne

### La Gestion Territoriale des Emplois et de Compétences

Journée de rencontre et d'échanges  
organisée par Sol et Civilisation et l'École d'Ingénieurs de Purpan  
avec le parrainage du Réseau Rural Régional de Midi Pyrénées

Décembre 2009 – ESA PURPAN, Toulouse

Cette rencontre fait suite au Séminaire du Réseau Rural National à Bordeaux de décembre 2008 et présentera plusieurs démarches territoriales de GTEC dans le Sud Ouest. Ce séminaire lancera également les travaux de capitalisation de la plateforme nationale de la GTEC en émergence.

Témoigneront à cette journée :

- Le Pays de Couserans (Arriège)
- La coopérative Sicaseli (Lot)
- Le Pays des Portes de Gascogne (Gers) - à confirmer
- Le Comité de Bassin d'Emploi des Cévennes
- L'Adefpat (Association de Formation-Développement en Midi Pyrénées)

Pour participer, contactez Sol et Civilisation ou retrouver les informations sur [www.soletcivilisation.fr](http://www.soletcivilisation.fr)

## Alimentation, énergie, finance : une civilisation en crise ?

### La réponse des territoires ruraux



Face aux défis globaux de la planète, nous devons trouver des solutions nouvelles : nourrir une population croissante sans détruire, proposer des alternatives au pétrole sans affamer, maintenir des équilibres naturels sans exclure et, peut-être, plus largement retrouver un sens à notre développement.

Comment pourrions-nous répondre simultanément à tous ces enjeux en une génération ? Sciences et techniques, marchés et règlements, même mondiaux, pourront-ils être les seuls vecteurs du changement ? Les crises que nous vivons à fréquence rapprochée, qu'elles soient économiques ou financières, sociales ou environnementales, nous démontrent chaque jour le contraire. Ainsi, même s'il semble absurde de balayer d'un trait les vertus du progrès et du marché, nous devons rénover profondément nos modes d'agir ensemble pour trouver de nouveaux chemins d'équilibres et de durabilité.

Quelle peut être ou pourra être alors la contribution des territoires ruraux dans cette recherche ? A quelles conditions notamment pourront-ils davantage être le support de productions et de services durables ? Pourront-ils par ailleurs être des espaces d'innovation où s'invente une nouvelle façon d'habiter le monde ?

#### **9h00 Ouverture par le Président de Sol et Civilisation**

#### **9h30 Crises en perspective**

- Le « village planétaire » va-t-il éclater ?  
*Gérard-François Dumont, Professeur à la Sorbonne, géographe et démographe*
- Alimentation, énergie, environnement : l'équation impossible ?  
*Pierre Calame, Directeur général de la Fondation pour le Progrès de l'Homme*

#### **10h30 Les solutions durables du rural**

- Les projets de la ferme expérimentale de Grignon dans la plaine de Versailles  
*Bernard de Franssu, Directeur de la ferme expérimentale de Grignon*
- Les projets du district rural de la Maremma en Toscane  
*Alessandro Pacciani, Professeur à la Faculté d'économie de Florence*

#### **12h30 BUFFET**

#### **14h00 Territoires ruraux, terres d'avenir ? – Table-ronde**

*Guy Riba, Directeur général délégué chargé des programmes, du dispositif et de l'évaluation scientifiques de l'Inra.*

*Gérard Peltre, Président de l'association Ruralité Environnement Développement*

*Henri Brichart, Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait*

*Paul Houée, Sociologue retraité du CNRS et de l'INRA*

#### **16h00 Conclusion par Philippe Vasseur**

Ancien ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation  
Président du World Forum de Lille sur l'économie responsable

Informations pratiques auprès de Sol & Civilisation

Lieu : Fédération Nationale du Crédit Agricole - 48 rue de la Boétie - 75008 PARIS

Frais de participation : 35 euros (déjeuner et Actes inclus)

#### **Sol et Civilisation**

5, rue Joseph et Marie Hackin - 75116 PARIS

Tél. 33 (0)1 44 31 16 61

Fax 33 (0)1 44 31 16 74

E-mail : [soletcivilisation@soletcivilisation.fr](mailto:soletcivilisation@soletcivilisation.fr)

Directeur de publication : Michel LEDRU

Rédacteur en chef : Guillaume DHERISSARD

Coordinateur : Truong-Giang PHAM

Lecture et maquette : Corinne EYMOND

La lettre de Sol et Civilisation est tirée à 4 000 exemplaires.  
Imprimerie L'ARTÉSIENNE - 62802 LIÉVIN